

# GRAND CALAIS

Terres & Mers



**Marché de fourniture de repas et de boissons dans  
les différents bâtiments de la Communauté  
d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**(C.C.A.P.)**

# Cahier des Clauses Administratives Particulières

## Article premier - Objet, forme, durée et montant du marché

### 1.1 - Objet des fournitures

Les stipulations du présent document concernent les fournitures désignées ci-dessous :

#### **Fourniture de repas et de boissons dans les différents bâtiments de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.**

La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 - Tranches et Lots

Les fournitures sont divisées en lots définis comme suit :

- Lot n° 1 : repas sportifs,
- Lot n° 2 : repas scolaires,
- Lot n° 3 : repas séminaires,
- Lot n° 4 : cocktail déjeuneratoire séminaire,
- Lot n° 5 : cocktail,
- Lot n° 6 : produits snacks chauds,
- Lot n° 7 : produits glacés,
- Lot n° 8 : boissons.

### 1.3 - Forme du marché

La consultation donnera lieu à un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans minimum de commandes et avec un maximum, en application des articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### 1.4 - Durée du marché

La durée du marché est fixée à 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### 1.5 - Montant du marché

Les montants maximum de commandes sont les suivants pour chaque lot :

<b>Lots</b>	<b>Montant minimum HT Pour un an</b>	<b>Montant maximum HT Pour un an</b>
Lot 1 : repas sportifs	0 €	70 000 €
Lot 2 : repas scolaires	0 €	40 000 €
Lot 3 : repas séminaires	0 €	10 000 €
Lot 4 : cocktail déjeuneratoire séminaire	0 €	10 000 €
Lot 5 : cocktail	0 €	10 000 €
Lot 6 : produits snacks chauds	0 €	2 000 €
Lot 7 : produits glacés	0 €	2 000 €
Lot 8 : boissons	0 €	30 000 €

**TOTAL maximum pour l'ensemble des lots : 174 000 euros HT.**

Ces montants s'entendent pour la durée totale du marché soit 1 an.

Pour des besoins occasionnels de faible montant, la personne publique peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1% du montant total du marché, ni la somme de 10 000 € HT.

Le recours à cette possibilité ne dispense pas la personne publique de respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum du marché.

## Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ◆ Les actes d'engagement ;
- ◆ le règlement de consultation (RC) ;
- ◆ le cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi (CCAP) ;
- ◆ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- ◆ les bordereaux des prix unitaires et détails quantitatif et estimatif ;
- ◆ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.

## Article 3 - Délai d'exécution

Le délai de livraison des fournitures est indiqué pour chaque lot dans le C.C.T.P.

## Article 4 - Conditions de livraison

### 4.1 - Bons de commande

Les commandes seront faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande délivrés par les services.

Les bons de commande comportent :

- la référence au marché ;
- la désignation de la prestation ;
- la quantité commandée ;
- les délais de livraison ;

La personne habilitée à signer les bons de commande est :

Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution maximale du(des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre du marché est fixée à 30 jours.

### 4.2 - Emballage

Sans objet.

### 4.3 - Transport

Les fournitures sont livrées à destination.

#### 4.4 - Mode de livraison

##### **POUR TOUS LES LOTS :**

Un bon de livraison détaillant les quantités sera établi et devra être impérativement être visé par un agent de la Communauté d'Agglomération. Ce bon de livraison devra comporter le numéro de commande, qui sera envoyé par courriel ou fax au titulaire du marché et servira de référence à l'édition de la facture.

##### **POUR LES LOTS 1 à 7 :**

Les produits devront être livrés selon les conditions ci-après :

- les livraisons doivent être effectuées avant 10h30 pour le repas du midi ou avant 17h pour les repas du soir et avant 8h pour les plateaux pique-niques à emporter,
- le respect absolu de la chaîne du froid. A cet effet, le titulaire du marché s'engage à veiller à ce que soit mis en place une organisation de travail intégrant les différentes contraintes afférentes à ce type de restauration,
- le bon de livraison devra comporter le temps de réchauffe pour les plats chauds.

Le conditionnement et la fourniture des denrées telles que le pain, la pâtisserie, les fruits devront respecter les normes en matière d'hygiène alimentaire.

#### 4.5 - Lieu de livraison des fournitures

Les lieux de livraison sont spécifiés dans le CCTP.

#### 4.6 - Surveillance en usine

Aucune disposition particulière.

#### 4.7 - Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

#### 4.8 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 4.9 - Autres obligations

### 4.9.1 - Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours du marché selon les modalités définies à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L8231-1, L8241-1 du code du travail.

Toutes sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché définie à l'article 32.1 du CCAG FCS.

## 4.10 - Opérations de vérifications

La vérifications du nombre de produits livrés est effectuée par tout agent de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

A cet effet, les manquants signalés devront être immédiatement remplacés. Ceci implique que le prestataire de service devra mettre en place une logistique permettant une intervention rapide nécessaire au bon fonctionnement du service.

La vérification des calibrages et grammages des produits livrés pourront être faite dans les batiments de l'agglomération.

Le titulaire du marché est tenu de faire procéder régulièrement au contrôle des denrées entrant dans la confection des repas par les services vétérinaires. Le titulaire doit être en mesure de présenter sur demande tous les documents relatifs à la provenance et à la traçabilité des produits.

## 4.11 - Décisions après vérification, l'admission :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues au chapitre V, article 25 du CCAG FCS.

## Article 5 - Garantie

**Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS**, le titulaire du marché devra respecter la réglementation en vigueur et notamment l'arrêté du 29 septembre 1997 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social.

La fourniture de repas est garantie contre tout vice et devra être conforme aux normes d'hygiène alimentaire en milieu scolaire. Dès publication, toutes dispositions nouvelles en matière d'hygiène alimentaire sont immédiatement applicables.

Le titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable pour la responsabilité civile de son exploitation de manière à couvrir les risques qu'il peut encourir en cas d'intoxication alimentaire et d'empoisonnement pouvant survenir du fait de son exploitation. Il est également seul responsable à l'égard des

tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit. Le titulaire et ses assureurs renoncent à tous recours contre la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers et ses assureurs.

Avant la prise d'effet du contrat, le titulaire du marché adressera à la Communauté d'Agglomération une photocopie des polices d'assurances couvrant les risques énoncés ci-dessus. Toutefois, ces communications n'engagent en rien la responsabilité de la Communauté d'Agglomération pour le cas où l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avérerait insuffisant.

## Article 6 - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

## Article 7 - Marchandises remises au titulaire

Aucune marchandise appartenant à l'administration n'est remise au titulaire.

## Article 8 - Prix

### 8.1 - Forme des prix

Les fournitures sont rémunérées à prix unitaires. Les prix unitaires des bordereaux de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Conformément au 10.1.3 du CCAG de Fournitures Courantes et de Services, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les services objet du présent marché, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que le déchargement.

### 8.2 - Variation des prix appliquée au lot 1 à 8

Les prix sont fermes pour la durée totale du marché.

## Article 9 - Délai de paiement

### 9.1 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution des services.

### 9.2 Modalités de règlement

#### 9.2.1 Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Les fournitures sont réglées en application aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires affectés du montant de remise ou de majoration effectué par le candidat sur son catalogue de prix, barème, tarif public ou tout autre document rendu contractuel.

Le montant des remises ou majoration est ferme pour toute la durée du marché. La personne publique pourra bénéficier des ventes promotionnelles organisées par le titulaire si les montant de celles-ci est inférieur au prix net (prix catalogue moins le rabais) du présent marché.

Les sommes dues au titre du marché sont réglées sur mémoire présenté conformément **aux articles 10 et suivants du CCAG de Fournitures courantes et de Services.**

### 9.2.2 - TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 9.2.3 - Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

**Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers**  
**Direction des Ressources Financières**  
**76 boulevard Gambetta - CS 40 021**  
**62101 CALAIS CEDEX**

### 9.2.4 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

### 9.2.5 - Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

### 9.2.6 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

#### 9.2.7 - Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

### Article 10 - Avance

Sans objet.

### Article 11 - Droit, Langue, Monnaie

Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que la personne publique lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles 133 à 137 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."

### Article 12 - Pénalités

Les pénalités pour retard d'exécution sont celles prévues au CCAG FCS notamment en son article 14.1.

### Article 13 - Formation

Les prestations de formation seront exécutées conformément au C.C.T.P.

### Article 14 - Résiliation du marché

Le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

### Article 15 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

### Article 16 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 28 du CCAG FCS par l'article 5 du présent CCAP.